



LA FEDERATION COMMUNIQUE

MACRONOCCHIO

L'ARBRE QUI CACHE LA FORÊT

Lors de la grand-messe des États généraux de l'alimentation à Rungis, Macron a repris l'antienne des 350 € « reste mensuel » qu'auraient pour vivre les exploitants agricoles, en la généralisant. L'arbre qui cache la forêt en quelque sorte. Il n'est pas à un mensonge ou une approximation près. Ce misérabilisme permet de redorer le blason du président des riches et de pérorer sur son amour du mot « paysan » qu'un maréchal portait au pinacle il y a quelques décennies. Les chiffres issus des statistiques du ministère de l'Agriculture le contredisent.

Par souci de clarté, il est toujours utile de donner l'ensemble des éléments. Près de 300 000 exploitations agricoles dites professionnelles, sur les 430 000 existantes, permettent de dégager un revenu annuel moyen de 24 400 € en 2015, selon le ministère de l'Agriculture. Pour l'année 2015, dans le maraîchage-horticulture, le revenu annuel moyen s'établit à 37 200 €, dans les céréales-grandes cultures à 24 400 €, le porc et les volailles à 24 200 €, dans la viticulture à 53 400 €... Ce n'est pas en assénant, à jets répétés, une contre-vérité qu'elle se mue en vérité.

Derrière cet enfumage présidentiel, se cache des réalités, dramatiques pour les hommes et les femmes qui travaillent en agriculture, et dangereuses pour le pays. Macron martèle. Il affirme par exemple : « *Il y a des producteurs aujourd'hui qui produisent dans des conditions qui ne sont pas soutenables, qui produisent trop peu à des qualités trop faibles. Ils doivent faire l'objet de regroupement.* » Les plans, filière par filière, qu'il demande, sont en fait des plans de restructuration « *pour pouvoir regrouper, reconcentrer, investir dans certaines filières (...)* ». Ceux qui sont visés, ce sont ceux concernés par les 350 €. Ils font partie de cette agriculture que le libéralisme, prôné par le gouvernement Macron, laissera sur le bas-côté de la route, que les agromanagers, les groupes de l'agroalimentaire et de la grande distribution veulent faire disparaître pour continuer à faire baisser les coûts de production agricoles pour augmenter leurs profits. « *5 milliards d'€ (sur cinq ans, qui) permettront d'accompagner ces choix, filière par filière...* » annonce Macron. L'équivalent d'un « plan de licenciements » pour petits et moyens agriculteurs voués à disparaître.

Le plus d'un million de salariés agricoles sont les grands invisibles du président. Pour partie permanents, mais pour la grande masse précaires et saisonniers, ils vivent avec des salaires de misère, pour plus de 80 % d'entre eux, aux alentours du Smic. Le reste pour vivre chaque fin de mois avoisine le zéro ou est négatif. Et c'est avant tout sur eux que pèseront, une nouvelle fois, les exigences de baisse du « coût du travail ».

Au-delà des mots creux et envolées lyriques, les orientations stratégiques imposées annoncent de nouvelles impasses pour notre agriculture nationale.

Montreuil,
Le 19 octobre 2017